

Collection
Res Socialis

dirigée par Marc-Henry Soulet

Volume 29

Vivianne Châtel (éd.)

L'Inexistence
sociale.
Essais sur le
déni de l'Autre

Sommaire

Introduction <i>Vivianne Châtel</i>	p.11
Penser l'inexistence sociale. Essai de théorisation <i>Vivianne Châtel</i>	p.23
Entre inexistence statutaire et utilitarisme économique : les réseaux invisibles des sans papiers <i>Claudio Bolzman</i>	p.73
L'itinérance : visibilité et inexistence sociale <i>Shirley Roy</i>	p.99
Entre inexistence sociale et affirmation culturelle, le cas des Roms en Slovaquie orientale <i>Alain Reyniers</i>	p.115
L'inexistence sociale : le refoulement collectif de la pauvreté comme forme ultime de l'exclusion sociale <i>Franz Schultheis</i>	p.125
Le travail des enfants : déni de droits humains, déni social et invisibilité économique <i>Bénédicte Manier</i>	p.133
Le trafic d'êtres humains, un commerce qui repose sur de la marchandise humaine <i>Sabine Dusch</i>	p.145
Déshumanisation des victimes, inhumanité des auteurs ? Analyse de l'évolution des inter-relations entre Hutus et Tutsis dans un village rwandais <i>Françoise Digneffe</i>	p.157
L'inexistence sociale et le droit : la question des crimes contre l'humanité <i>Jacques Fierens</i>	p.179
Modalités et modes d'expression de l'(in)existence sociale <i>Casimiro Balsa</i>	p.199

La relecture et la mise en forme des textes
ont été effectués par Vivianne Châtel

Publié avec l'aide
du Conseil de l'Université de Fribourg et
du Fonds national suisse de la recherche scientifique

Les originaux de ce livre prêts
à la reproduction ont été fournis
par le directeur de collection

L'INEXISTENCE SOCIALE : LE REFOULEMENT
COLLECTIF DE LA PAUVRETÉ COMME FORME
ULTIME DE L'EXCLUSION SOCIALE

Franz Schultheis

Même les formes de rejet, de répression ou de refoulement les plus extrêmes que le monde social fait subir à certaines catégories d'individus retraduisent une sorte de connaissance et de reconnaissance de leur existence.

Dire de quelqu'un, qu'il n'est qu'un "barbare" (ne pas être civilisé), qu'un "païen" (ne pas être chrétien), qu'un "vulgaire" (ne pas être cultivé) ou que quelqu'un d'"ordinaire" (ne pas être "comme il faut") exprime certes le refus de lui reconnaître une existence légitime, mais manifeste en même temps de façon indéniable l'existence de l'autre en tant qu'objet d'un jugement social. Selon Max Weber, le monde social produit à tout moment des structures reposant sur une logique dialectique d'inclusions et d'exclusions sociales (*Schliessungen und Ausschlüssungen*) et crée inlassablement des identités sociales (*in-group*) par un cloisonnement par rapport à ceux qui en sont exclus (*out-group*). Cette forme élémentaire de la construction du monde social peut se manifester sous des formes de rapport social à l'autre bien différentes, allant d'une co-existence paisible entre réalités perçues comme étant "différentes" jusqu'à la négation violente du droit d'existence de l'autre en tant que mode d'existence "inférieur".

Mais en général, le monde social ne fonctionne pas selon une logique de tout ou rien, mais se présente plutôt sous forme d'une sorte de continuum, connaissant toute une gamme de variations de gris entre le noir et le blanc. L'autre peut y être perçu et appréhendé sous l'angle de l'altérité, de l'antionomie, de la complémentarité, de la déviation, de la différence, de la disparité, de la disproportion, de la dissemblance, de la dissimilitude, de la distance, de la distinction, de la divergence, de la diversité, de la division, de la domination, du dualisme, de l'écart, de l'égalité, de

l'éloignement, de l'équivalence, de la hiérarchie, de l'inégalité, de la nuance, de l'opposition, de la particularité, de la ségrégation, de la séparation, de la spécificité, de la variante ou encore de la variation.

Aussi longtemps que l'on désigne l'autre, qu'on en parle, qu'on le classe et le catégorise, le qualifie ou le disqualifie, l'autre existe socialement. L'inexistence sociale se manifeste où on se tait, où on ne parle plus, où on refoule et où on oublie. L'individu humain est essentiellement un être social, existant grâce à sa socialisation et grâce à la reconnaissance sociale que ses pairs lui accordent, même si celle-ci est négativement connotée et stigmatisante. Taire, ignorer, passer à côté sans remarquer, voilà des formes de négation sociale particulièrement "totales". Pour exister, les groupes sociaux comme les individus sociaux ont besoin d'être présentés et représentés, d'être connus et reconnus.

L'ALLEMAGNE : UNE SOCIÉTÉ SANS MISÈRE ...

Un sondage représentatif fait au cours des années 1990 en Allemagne tournant autour de la question "La pauvreté existe-t-elle encore dans votre pays ?" nous offre une image étonnante : pour 50% des Allemands interrogés, la pauvreté n'existerait plus du tout, 30% ne se montrent pas en mesure de répondre par un "oui" ou par un "non" à une telle question, et seulement 20% des personnes interrogées affirment que la pauvreté n'avait pas encore disparu de manière définitive des réalités sociales de leur contexte national¹.

À la même époque, le gouvernement allemand refusa de participer au programme européen dit "Pauvreté IV". Unique pays membre de l'Union européenne, l'Allemagne renonça à signer ce traité en déclarant que le phénomène de pauvreté était d'ores et déjà historiquement dépassé Outre-Rhin.

Si cette attitude de la société civile allemande face au phénomène de la pauvreté peut frapper l'observateur étranger, il faut rappeler qu'elle s'inscrit dans une tradition socio-culturelle et un courant d'idées remontant au début des années cinquante, dont le leitmotiv est caractérisé par la notion de *nivellier*

Mittelstandsgesellschaft (société nivelée de couches moyennes), propagée d'abord par le sociologue allemand Helmut Schelsky en 1953, et reprise depuis sous de multiples étiquettes analogues par un grand nombre d'auteurs scientifiques et d'acteurs politiques. En annonçant sans se lasser la fin des inégalités sociales et le caractère obsolète de la notion de "classe" ou de "couche" sociales, ce courant idéologique très puissant semble avoir en même temps l'idée d'un dépassement définitif du phénomène de la pauvreté par ce que l'on a l'habitude d'appeler le "miracle allemand".

Face à une telle représentation collective du monde social, on ne s'étonnera donc pas trop d'apprendre les résultats d'une étude sur la perception de la misère en Europe faite pour le compte de la Communauté européenne en 1976, selon lesquels dans tous les pays (sauf l'Allemagne) la misère est comme un état permanent, héréditaire, transmissible de génération en génération. La responsabilité individuelle n'est placée en avant qu'en Allemagne.²

Bref, l'Allemagne semble donc représenter une société sans misère au moins si l'on veut bien croire les discours politiques les plus officiels et les manifestations du sens commun captées par les sondages d'opinion. Pourtant, les choses changent rapidement d'aspect quand on tient compte des indicateurs sociaux internationalement admis pour mesurer la pauvreté. Selon ceux-ci, l'Allemagne comptait non seulement plus de 2 millions d'assistés au début des années 1990, mais aussi environ deux millions d'autres personnes dont le revenu se situait en dessous du seuil de pauvreté sans qu'ils aient eu pour autant recours à une demande d'aide sociale. Il y a donc apparemment un fort décalage entre les situations de fait empiriques d'un côté et la représentation courante du monde social de l'autre. Comment s'expliquer une telle particularité culturelle ? Comme le rappelait volontiers Max Weber, "comprendre" en sciences sociales veut dire "reconstruire" et nous allons procéder à une rapide reconstruction socio-historique de l'inexistence sociale du phénomène de pauvreté en Allemagne.

1. SCHULTHEIS F. & al., *Extreme Urban Poverty and Welfare Policies*, Final report on a comparative research for the Commission of the European Union, Bologne, 1994.

2. RIFFAULT H. & RABIER J.-R. (coord.), *La Perception de la misère en Europe*, Bruxelles, Éditions de la Commission des communautés européennes, 1977.

VERS UNE SOCIO-ANALYSE D'UN INCONSCIENT COLLECTIF

En 1960, la législation ouest-allemande doia les citoyens de la République fédérale d'un système de protection sociale contre la pauvreté tout à fait avant-gardiste et particulièrement généreux, garantissant à tous un revenu minimal individualisé, aide publique "sur mesure" à organiser selon les causes et les effets particuliers des problèmes matériels et des crises biographiques rencontrées. Cette reconnaissance relativement précoce et systématique – si l'on compare le cas de l'Allemagne à ceux des autres pays industriels occidentaux – d'une citoyenneté sociale universelle et inaliénable se fit une quinzaine d'années, après la débâcle du III^{ème} Reich en tirant crédit et profit de l'atmosphère créée par ce travail collectif de *Wiederaufbau*, la pauvreté fut généralement représentée comme la "pauvreté du peuple", un état de misère partagé collectivement par tous et source d'un nouveau lien social solidaire. La solidarité collective visait prioritairement, à cette époque de redemarrage, les différentes catégories de "victimes de guerre", directes et indirectes : blessé-e-s et handicapé-e-s, veufs, veuves et orphelin-e-s de guerre, expatrié-e-s de force des anciens territoires allemands de l'Est, etc. Rétrospectivement, le préjudice "miracle allemand", maintes fois évoqué à l'intérieur comme à l'extérieur du pays – pour être plus précis, de sa partie Ouest –, consistait dans une reconstruction "modernisée" globale, étonnamment rapide et efficace, de l'économie, du service public, du logement et des infrastructures. La philosophie accompagnant et encadrant ce processus de remise en état et à la hauteur de l'économie allemande, baptisée "économie sociale de marché" sous le gouvernement Erhard, appellation reflétant de manière pertinente les principes philosophiques de l'*Ordo Liberalismus* à l'Allemande, semble également miraculeuse. Selon ce dernier, le législateur avait une double fonction politique et sociale à remplir : garantir le mieux possible le libre jeu des forces immanentes de la société marchande, d'un côté, réparer et compenser les dégâts sociaux et humains produits par les excès de ce jeu concurrentiel, de l'autre. Cette philosophie sociale trouva une première manifestation conséquente dans un verdict de la Cour constitutionnelle allemande le 24 juin 1954, verdict statuant sur un droit universel du citoyen à l'assistance en cas de besoin et obligeant le législateur à mettre en place un droit social adéquat. Celui-ci fut successivement élaboré sous le gouvernement de l'alliance libérale-conservatrice et finalement voté en 1961 sous

l'appellation *Bundessozialhilfegesetz*. Cette loi fédérale d'aide sociale vit le jour à une époque où, selon un consensus très largement partagé par tous les groupes politiques et toutes les catégories sociales, le dépassement historique définitif du phénomène de la pauvreté était à la portée de la société allemande dans un avenir très proche, les blessures collectives infligées par la guerre semblant largement maîtrisées et le mot "chômage" étant absent du vocabulaire économique et des réalités sociales de l'époque. C'est donc dans un contexte très particulier et très éloigné des données macro-économiques et sociologiques de la société allemande contemporaine que le dispositif juridico-politique de lutte contre la pauvreté toujours en vigueur fut mis en place.

On peut donc avancer l'hypothèse suivante : grâce à la mise en place relativement précoce de ce dispositif global de lutte contre la pauvreté ce phénomène devint très vite enjeu d'un refoulement collectif, laissant croire que le problème de la pauvreté avait trouvé une solution définitive. Cet oubli collectif de la pauvreté, qui semble dédoubler l'inexistence sociale de tous ceux qui ont déjà du mal à exister et à faire connaître et reconnaître leur existence, se trouve en affinité élective étroite avec une autre spécificité de la société allemande en matière de représentation sociale des inégalités, qui elles aussi semblent être déniées par les représentations du monde social dominantes Outre-Rhin.

L'ALLEMAGNE : UNE SOCIÉTÉ SANS CLASSES ?

Si l'on voulait remettre à jour l'analyse du vocabulaire des institutions indo-européennes entamée par Emile Benveniste, on ferait bien de s'intéresser de près au lexique des discours savants portés sur le monde social³. Un échantillon sommaire du glossaire des concepts sociologiques couramment utilisés depuis le milieu des années 1980 en Allemagne permettra à l'observateur peu familier avec le monde germanique de se faire une idée de l'état des représentations académiques sur la société allemande : individualisation des modes de vie ; effet d'ascenseur et déclin des inégalités hiérarchiques ; déstructuration ; groupes de style de vie ; société de classe déstructurée ; milieux socio-politiques ; nouveau juste milieu ; société du spectaculaire ; milieux de style

3. BENVENISTE É., *Le Vocabulaire des institutions indo-européennes*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1969.

de vie ; inégalités horizontales ; inégalités sociales existantes, mais de plus en plus invisibles ; société "multi-optionnelle" ; différenciation horizontale des conditions et des styles de vie ; clientèles de l'État-providence comme catégories-clé de la structure sociale ; caractère épisodique des situations socio-économiques hétérogènes dans les trajectoires biographiques ; société nivelée de classes moyennes ; etc.⁴

On constatera donc très vite que l'"orchestre sociologique" allemand *main stream* produit une belle cacophonie en ce qui concerne le discours sur la structure sociale et le vocabulaire utilisé. Il est vrai que l'on peut trouver dans le cas français quelques équivalents, mais le débat fut plus vif et les garde-fous crédibles. Si, dans le cas allemand, on cherche, au-delà de cette hétérogénéité exotique et opaque qui saute aux yeux, une sorte de dénominateur sémantique commun à ces concepts qui circulent dans le monde des sciences sociales en Allemagne depuis une quinzaine d'années, celui-ci semble se présenter sous la forme suivante :

Il y a un large consensus dans la communauté scientifique allemande autour de l'idée selon laquelle les concepts de "classes", voire de "couches", sociales sont depuis un long moment dépassés par les réalités historiques. Même si les disparités des conditions de vie matérielles et les inégalités des modes de vie symboliques existent toujours (tout le monde est à peu près d'accord là-dessus, même si cet enjeu ne soulève plus guère l'intérêt des chercheurs), celles-ci sont de moins en moins "visibles" et ne font plus partie des représentations collectives prioritaires du monde social. Ceci est dû en grande

4. Le lecteur pourra notamment lire : BECK U., *Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag, 1986 (*La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Editions Aubier, 2001) ; — GEHNER R. (Hrsg.), *Sozialer Umbbruch in Ostdeutschland*, Opladen, Verlag Leske + Budrich, 1993 ; — GROSS P., *Die Multioptionsgesellschaft*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag, 1994 ; — HRADIL St. (Hrsg.), *Zwischen Bewußtsein und Sein*, Opladen, Verlag Leske + Budrich, 1992 ; — LEIBFRIED St. & LEISENUNG L., *Zeit der Armut. Lebensläufe im Sozialstaat*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag, 1995 ; — LEPSTUS R., "Soziale Ungleichheit und Klassenstrukturen in der Bundesrepublik Deutschland" in WEHLER H.U. (Hrsg.), *Klassen in der europäischen Sozialgeschichte*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1979 ; — SCHELSKY H., *Auf der Suche nach Wirklichkeit. Gesammelte Aufsätze*, Düsseldorf, Eugen Diederichs Verlag, 1965 ; — SCHULZE G., *Die Erlebensgesellschaft. Kultur- und sozialwissenschaftliche Beiträge zur Sozialwissenschaft*, Frankfurt am Main, Campus Verlag, 1992 ; — VESTER M. & al., *Soziale Milieus im gesellschaftlichen Strukturwandel. Zwischen Integration und Ausgrenzung*, Köln, Bund Verlag, 1993.

partie à une augmentation considérable du niveau de vie de la grande majorité des Allemands. Étant donné que tout un chacun participe au moins de façon modeste au bien-être de la société de consommation et y trouve une large panoplie de symboles communs pour la stylisation de son mode de vie, ceux-ci deviennent de plus en plus enjeux d'une individualisation à base de choix subjectifs (le fameux "goût" individuel) et l'ordre symbolique se trouve de plus en plus déstructuré grâce au déclin — supposé — de la force structurante de l'origine et de l'appartenance sociale.

Les inégalités sont plus visibles et font donc l'objet d'une plus grande attention dans d'autres pays tels que la Grande-Bretagne ou la France. Le thème des inégalités sociales est d'ailleurs peu présent dans les débats politiques et parlementaires en Allemagne et très peu mobilisé dans les représentations quotidiennes du monde social.

À suivre la production de cette sociologie *main stream*, nous serions arrivés dans une société où, même si des inégalités sont toujours repérables et visibles par les acteurs sociaux eux-mêmes, elles ne permettent en rien l'unification d'un mouvement social autour de la "scandalisation" de ces inégalités.

Les discours autour de l'inégalité sociale et du phénomène de la pauvreté prennent donc dans le contexte allemand une allure semblable : on les (re)présente souvent comme des concepts inadéquats pour la description de la réalité sociale contemporaine. Quant aux discours sur les classes sociales, ils sont *a fortiori* disqualifiés comme faisant partie d'une rhétorique d'un autre âge. Dès lors, les représentations générales ne sont guère propices à la construction d'identités sociales collectives, et notamment pas celles des couches sociales populaires.

La non-visibilité publique des humbles, des vulnérables, des sous-privilégiés, des nécessiteux, des petits gens et des pauvres en Allemagne, dont le nombre s'est considérablement accru depuis la réunification, représente donc, à nos yeux, une forme d'in-existence sociale particulièrement cynique, qui dédouble une forme d'exclusion sociale matérielle par une négation symbolique de l'existence même de ceux qui en souffrent.